

Le gouffre de la pauvreté Quito 1988-1989

JACQUELINE PELTRE-WURTZ

« **M**AIS QUE FERIEZ-VOUS À MA PLACE ? » La question a marqué les entretiens que j'ai menés à Quito auprès de familles pauvres en 1988-1989. Professionnellement, il m'était demandé d'analyser la vie quotidienne de ces familles, mais mes interlocuteurs avaient aussi besoin que je prenne leur place pour imaginer une solution à une situation invivable. Cet appel au secours, je ne l'avais encore jamais entendu, martelé de cette façon, au cours de mes précédentes recherches ; il signifiait que la pauvreté est un monde à part, tragique. Je me propose de faire une analyse qui rende compte au plus près de cette expérience.

La pauvreté signifie « Manque d'argent, de ressources », lit-on dans le Larousse. Georg Simmel (1971 : 176) précise cette définition sommaire. C'est l'assistance ou le droit à l'assistance octroyé par une société qui classe une personne dans un groupe social caractérisé par la pauvreté. En cette fin de siècle, la redécouverte de la pauvreté dans le tiers monde et la réapparition de celle-ci dans les pays riches conduisent donc les États et les grands organismes internationaux à mesurer la pauvreté, le plus souvent en relation avec la consommation alimentaire, dans le but de mettre en place des politiques d'assistance.

Pour Jean Labbens (1978 : 103), la pauvreté n'est pas qu'une question de subsistance. Reprenant les trois dimensions de la stratification de Max Weber, il affirme que « *pour être pauvre, il faut manquer tout à la fois de fortune et d'occupation rémunératrice (classe), de force sociale (pouvoir), d'audience et de respectabilité (statut).* » Ainsi le rôle essentiel joué par les inégalités sociales qui placent les pauvres en bas de la pyramide sociale est-il mis en évidence (1).

D'ordre économique, alimentaire, sociologique ou politique, ces définitions restent incomplètes, car elles n'intègrent pas la souffrance physiologique et psychologique qui tenaille, lamine et tue les pauvres. Comparer la pauvreté à un gouffre, c'est traduire la situation des pauvres de Quito ou d'ailleurs qui se plaignent d'étouffer, de se noyer, d'être au fond du trou, et qui tentent de se raccrocher, de tenir, de s'en sortir. Cette vie inhumaine s'oppose à l'émergence et à la conservation de la culture. Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'Aide à toute détresse quart monde-France, ne s'y est pas trompée, en reconnaissant chez

1. La malnutrition des personnes démunies a donc une toute autre origine que celle dont souffrent les groupes humains isolés du reste du monde et à la merci de récoltes parfois insuffisantes.

les pauvres de Noisy-le-Grand les stigmates qui furent les siens à Ravensbrück (Glorion, 1997 : 76) (2). Et c'est Charlotte Delbo (1966 ; 1970-1971), une autre déportée, qui a analysé de façon implacable les trois forces de la survie : dans les camps, pour tenir, il fallait être jeune, avoir un sens de l'adaptation hors du commun pour acquérir très vite de nouveaux savoirs ; il importait aussi, à force de mémoire, de préserver sa culture, de garder la trace de statuts et de qualités antérieurs afin de rester soi-même dans le baraquement ou sur le chantier de travail. À Quito, pour tenir et s'en sortir, les pauvres comptent sur ces mêmes forces.

Résister physiquement à la pauvreté

L'État équatorien a confié à l'un de ses services, le Conade (Conseil national du développement), le soin d'établir des recommandations nutritionnelles pour l'ensemble de sa population. Ces recommandations suivent celles de la FAO et de l'OMS, et utilisent des tables alimentaires nationales. En accord avec l'INEC (Institut national de la statistique et du recensement), qui relève les prix des aliments dans le pays, le Conade calcule chaque mois ce que coûtent les rations alimentaires recommandées aux Équatoriens, pour chaque région et chaque grande ville, en fonction de l'âge et de situations particulières, comme la grossesse et l'allaitement. Les organisations internationales estiment qu'en moyenne, pour les familles situées à la limite du seuil de pauvreté, le coût du panier alimentaire est égal à celui des autres dépenses indispensables (habitat, santé, instruction des enfants, etc.). Ainsi, en Équateur, sont situées sous le seuil de pauvreté

les familles dont les revenus sont inférieurs au double du coût du panier alimentaire, et sont situées sous le seuil d'indigence celles dont les revenus sont inférieurs au coût de ce panier. Cette méthode m'a semblé valable pour les familles rencontrées à Quito et j'ai vérifié, enquête faite, qu'elles sont bien dans la situation de pauvreté ou d'indigence décrite par le Conade. L'étude concerne 12 familles, de taille et d'origines variées, vivant dans divers quartiers de Quito. J'ai passé, à deux reprises, une quinzaine de jours avec chacune d'elles, à quelques mois de distance en 1988-1989. Précise au niveau quantitatif, mais non généralisable, l'étude est donc un témoignage sur les conditions de vie de ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté absolue, soit 48 % de la population quiténienne en 1990 (Laspina, Vallejo, 1995 : 33).

Physiquement, les nourrissons et les jeunes enfants résistent mal à la pauvreté. Un bébé est mort de bronchite et de malnutrition et, sur les 30 observations d'enfants de 2 à 5 ans que j'ai répertoriées lors de mes deux passages, 17 révèlent une malnutrition chronique (3) et les autres sont tout près de la limite basse acceptable, à 3 exceptions près situées nettement au-dessus. Une telle quantité d'enfants (neuf sur dix) en mauvaise santé, ou dont la santé est tout juste acceptable, laisse supposer que celle de leurs aînés n'est guère meilleure. Les hommes ont passé le cap le plus difficile, mais les femmes traversent encore des périodes de grossesse et d'allaitement qui les fragilisent, puisque, on le verra plus loin, la pauvreté ne leur permet pas d'acheter assez de viande et de lait pour combler leurs besoins spécifiques en fer et en calcium. Quant aux vieillards de plus de 65 ans, ils sont quasiment absents de ces familles urbaines pauvres (3 sur 156, au lieu de 4,33 % pour l'Équateur en 1990), mais

2. C'est ce témoignage qui m'autorise à comparer les pauvres et les déportés, mais je n'oublie pas que les conditions de vie de ces derniers étaient bien plus terribles : survie dans un monde clos, risque de mort quotidienne, ration alimentaire inférieure au moins de moitié à celle des pauvres rencontrés à Quito.

3. 39 % des Équatoriens du même âge souffrent du même mal (PNUD, 1992 : 160).

l'échantillon est trop petit pour tirer des conclusions définitives. Résister physiquement à la pauvreté, tant bien que mal, ne suffit pas. Déjouer ses pièges exige l'apprentissage de savoirs. Je décrirai celui qui permet de maximiser les chances de se maintenir en bonne santé. Il relève de la prouesse, puisqu'il s'agit de consommer une ration énergétique suffisante en dépit de faibles revenus. Rarement mis en valeur, ce savoir ne devient perceptible que si les familles acceptent qu'un chercheur ami observe leur alimentation quotidienne sur une longue période et qu'il relie cette alimentation à leur histoire, leur économie, leurs relations sociales, ainsi qu'aux aléas de leur vie quotidienne.

Combattre la sous-alimentation : un savoir issu de la pauvreté

L'étude concerne donc 12 familles regroupant 76 personnes au premier passage de mon enquête et 80 au second, soit 156 observations :

- ☞ 9 % des individus vivent plus proches du seuil de pauvreté que de celui d'indigence ;
- ☞ 22 % se situent plus près du seuil d'indigence que de celui de pauvreté ;
- ☞ 69 % vivent sous le seuil d'indigence.

On s'attend à découvrir une sous-alimentation généralisée. Ce n'est pas le cas (4) :

- ☞ 53 % des personnes consomment la ration énergétique recommandée (entre 90 et 110 % de la ration ; compte tenu des erreurs d'observation, on ne peut être plus précis) ;
- ☞ 16 % ont une alimentation modérément insuffisante (80 à 89 % de la ration recommandée) ;

- ☞ 20 % ont une alimentation gravement insuffisante (entre 50 et 79 % de la ration) ;
- ☞ 11 % consomment moins de 50 % de ce qui est recommandé (5) !

En résumé, alors que neuf personnes de l'échantillon sur dix vivent près du seuil d'indigence, sept sur dix ont une ration énergétique normale ou presque normale. Le dépouillement de l'enquête montre que tout se passe comme si une connaissance précise de la valeur énergétique des aliments et de leurs principaux nutriments, les protéines notamment, avait été acquise à l'usage (calories et protéines ne font pas partie du vocabulaire des personnes interrogées). Les pauvres rencontrés à Quito achètent ce qui est le moins coûteux à la calorie consommée (6), tout en tenant compte de la composition protidique des aliments et, très probablement aussi, des minéraux et des vitamines spécifiques. Le tableau ci-après montre l'ampleur et la qualité de ce savoir.

Suivant les recommandations du Conade, chaque personne de l'échantillon doit consommer en moyenne 1 991 kilocalories quotidiennes (7), réparties entre les grands groupes d'aliments, de manière que la ration soit équilibrée entre les divers nutriments dont l'être humain a besoin. En réalité, chaque personne consomme en moyenne 1 744 kilocalories, soit 88 % de la ration recommandée, alors que son revenu moyen, de 54 % inférieur au seuil de pauvreté équatorien, la situe parmi les indigents.

4. Les aliments consommés à domicile sont pesés, le poids de ceux consommés à l'extérieur est évalué.

5. Il s'agit des membres d'une famille dont le revenu, lors des deux passages, est égal au cinquième du seuil de pauvreté.

6. 13 % de la ration énergétique n'est pas achetée, mais comprise dans le salaire, produite par la famille ou issue de cadeaux. Le coût de cette ration non achetée a été évalué et considéré comme un revenu, dépensé ensuite.

7. Le Conade recommande 2 300 kilocalories quotidiennes à l'homme-type équatorien. La ration énergétique moyenne est plus faible ici, car l'échantillon comprend plus de jeunes enfants (dont les rations énergétiques recommandées sont faibles) que dans la moyenne du pays.

Quito 1988-1989. Alimentation quotidienne moyenne d'un échantillon de personnes pauvres : 76 personnes au premier passage, 80 au second.
Recommandations alimentaires du Conade

Aliments	Consommation (enquête Peltre-Wurtz)						Recommandations Conade		
	Coût 100 kcal (minutes de travail)	Poids protéines dans 100 kcal (g)	Poids ration av. prépa- ration (g)	Nombre de kcal dans ration con- sommée	Coût ration con- sommée (mn)	% kcal consom- mées / recom- manda- tions	**Coût 100 kcal (minutes de travail)	Nombre de kcal recom- mandées	Coût ration recom- mandée (mn)
Aliments recommandés peu coûteux : 100 kcal coûtent moins de 4 min de travail payé au salaire minimum équatorien									
Bananes plantain	1,1	0,8	130	134	1,5	583	1,7	23	0,4
Sucre	1,1	0,0	55	219	2,4	134	1,1	163	1,8
Graisses végétales	1,4	0,0	23	200	2,8	65	1,4	307	4,3
Céréales : riz	1,6	2,1	93	350	5,6	236	2,1	148	3,1
divers	2,2	2,5	66	231	5,1	48	3,3	486	16,0
pain	3,8	3,0	37	115	4,4	95	4,0	121	4,8
Tubercules***, racines	3,0	2,2	253	181	5,4	128	4,9	141	6,9
Total				1430	27,2	103		1 389	37,3
Aliments recommandés coûteux : 100 kcal coûtent plus de 4 mn de travail payé au salaire minimum équatorien									
Légumineuses	*2,7	7,0	14	44	1,2	37	3,8	118	4,5
Fruits (sauf bananes pl.)	6,4	1,7	89	36	2,3	53	10,7	68	7,3
Légumes verts	10,4	3,9	135	54	5,6	53	11,2	102	11,4
Animaux : lait, dérivés	5,0	5,4	107	80	4,0]	4,8	221	10,6
œufs	10,9	7,5	6	8	0,9	41]	10,5	35	3,7
viandes, poissons	11,0	8,5	31	41	4,5]	20,9	58	12,1
Total				263	18,5	44		602	49,6
Aliments non recommandés coûteux : 100 kcal coûtent plus de 4 mn de travail payé au salaire minimum équatorien									
Sucreries, boissons sucrées	4,0	0,0	39	33	1,3				
Boissons alcoolisées	13,2	0,0	17	10	1,3				
Stimulants, épices, tisanes	26,2	3,8	19	8	2,1				
Total				51	4,7				
Total général				1 744	50,4	88		1 991	86,9

* Les légumineuses sont classées parmi les aliments coûteux, bien que leur prix d'achat soit faible (2,7 mn de travail pour 100 kcal), parce que leur cuisson particulièrement longue les transforme en aliments onéreux. Seul le coût de la cuisson du pain est intégré au prix d'achat des aliments, ce qui explique qu'il soit l'aliment le plus cher parmi les moins coûteux (3,8 mn de travail pour 100 kcal).

** Le coût des kilocalories relevé par l'Inec pour le Conade est généralement plus élevé que celui relevé par mes soins auprès des

familles. Quand il s'agit d'un seul aliment, j'en déduis que, dans de nombreux cas, la qualité de celui que j'ai pesé est peut-être moindre et les déchets plus importants que ceux notés dans les tables alimentaires nationales. Ainsi, la quantité de kilocalories réellement consommée par les familles de l'échantillon est peut-être surestimée.

*** Parmi les tubercules et racines dominent les pommes de terre (161 kilocalories sur 181).

Afin de comparer des prix qui s'échelonnent sur deux années caractérisées par une forte inflation, j'ai utilisé, comme unité, le temps de travail payé au salaire minimum pour 100 kilocalories. Dans leur ensemble, les aliments qui coûtent moins de 4 mn de travail pour 100 kilocalories (bananes plantain, sucre, graisses végétales, céréales, tubercules et racines) sont consommés (1 430 kcal) dans les quantités conseillées (1 389 kcal). Ces dernières ne sont bien évidemment pas connues des familles et restent du domaine des experts. Les aliments plus coûteux à la kilocalorie sont achetés avec parcimonie. Parmi les aliments peu onéreux, le riz est très largement surconsommé en regard de ce qui est préconisé, car, compte tenu de son prix, c'est celui qui fournit le plus de protéines. La banane plantain, moins chère que le riz, mais beaucoup moins riche en protéines, a été consommée largement au-delà des recommandations, lors d'une période d'envolée des prix des céréales : les pauvres ne peuvent se permettre d'avoir des habitudes alimentaires quand les prix augmentent. On se nourrit encore de sucre, plus qu'il n'est conseillé, notamment en trompant sa faim avec des tisanes sucrées peu coûteuses. Quant aux graisses végétales, porteuses de vitamines liposolubles et d'acides gras spécifiques indispensables, elles sont insuffisamment utilisées dans l'alimentation, en dépit de leur faible coût à la kilocalorie, ce qui semble étonnant. Quelques minutes de travail (4,7) réservées à l'achat d'aliments non recommandés pourraient être consacrées à celui de graisses végétales. Mais l'absorption de stimulants divers (café, bière, épices, sucreries, etc.), jugée non indispensable par le Conade, répond peut-être à des besoins psychiques (s'accrocher à la vie ou l'oublier) encore plus impérieux que les besoins physiologiques.

Les nutritionnistes affirment qu'on ne peut s'attaquer à la question de l'équilibre alimentaire sans avoir préalablement résolu celle de

la sous-alimentation. Les pauvres rencontrés à Quito ont donc presque su régler cette seconde question, malgré leur dénuement. Ils tentent aussi, je l'ai montré, de lutter contre la malnutrition en privilégiant les aliments peu onéreux et riches néanmoins en protéines. Comme ils ne peuvent faire mieux, la malnutrition concerne pratiquement toutes les familles. Ainsi, parmi les kilocalories coûteuses recommandées, les familles ne se procurent que 41 % de celles issues des aliments d'origine animale (8) dont les protéines sont de bien meilleure qualité que celles des végétaux (9); elles ne consomment que 53 % des kilocalories issues des fruits et légumes verts, riches en vitamines et minéraux spécifiques; enfin, elles n'absorbent que 37 % des kilocalories issues des légumineuses, dont les acides aminés essentiels, complémentaires de ceux des céréales, améliorent la qualité des protéines végétales, quand elles sont consommées dans un même plat. Ainsi, les 1 744 kilocalories quotidiennes consommées par chacun coûtent 50 minutes de travail payé au salaire minimum (10), alors

8. On notera que les pauvres achètent des viandes et des poissons, deux fois moins chers par kilocalorie que ceux observés par l'Inec; le fait que ces aliments contiennent un tiers de protéines en moins pour 100 kilocalories (8,5 g de protéines au lieu de 12,2 g) n'est pas étranger aux différences de prix.

9. La qualité nutritionnelle d'une protéine est liée à la présence de huit acides aminés essentiels qu'elle doit contenir, dans des proportions précises. Si l'un des acides aminés a un taux inférieur au besoin, la valeur nutritionnelle de la protéine est pénalisée proportionnellement au déficit de l'acide aminé. Celui-ci est alors nommé acide aminé facteur-limitant. Les protéines animales ne renferment généralement qu'un facteur-limitant dont le déficit n'excède pas 30 %, alors que les protéines végétales sont fréquemment polydéficientes avec des déficits de plus de 50 %.

10. Il va sans dire que travailler à temps plein pour un salaire de smicard est considéré comme un privilège par les personnes rencontrées dans cette enquête. Si 87 minutes de travail suffisent à un smicard pour se nourrir chaque jour, selon les recommandations du Conade, il faut davantage à la majorité des actifs de l'échantillon dont le salaire horaire est moindre.

que la ration recommandée de 1 991 kilocalories demande 87 minutes de travail. Accéder à 88 % de la ration calorique pour 57 % de son coût est une réussite, même si la malnutrition reste invaincue.

Ce savoir méconnu ne se transforme pas en culture parce qu'il se développe dans la souffrance. En effet, chacun aspire à oublier les calculs quotidiens nécessaires pour se nourrir efficacement. Aussi, je me range du côté de Jean Labbens qui s'oppose à Oscar Lewis sur la notion de culture. Pour ce dernier, « *le mot culture implique essentiellement une certaine tradition du mode de vie retransmise de génération en génération* » (1963 : 29), ce qui lui permet d'affirmer l'existence d'une culture de la pauvreté. Pour J. Labbens, il ne faut pas confondre culture et adaptation forcée à une situation. « *Pour parler d'un véritable phénomène culturel, il faudrait que le comportement se structure avec un système original et cohérent de valeurs, capable de résister au changement* » (1978 : 164). J'ajoute : ou capable d'assimiler le changement. Or, ce changement, les pauvres l'appellent de tous leurs vœux, pour sortir du gouffre et « quitter leurs habits de pauvres », comme le clamait un des enfants de Quito. Ils honnissent tout à la fois la pauvreté et les savoirs douloureux qui lui sont attachés.

Savoir qui et où je suis : le fondement des cultures humaines

La pauvreté, tout comme l'univers concentrationnaire, ne génère donc pas de culture ; elle suscite des savoirs acquis sous la contrainte et laisse des traces profondes, indélébiles chez tous ceux qui en sont sortis. Cependant, les pauvres ⁽¹¹⁾, comme les déportés, portent en eux des cultures liées à leurs diverses identités sociales et à leurs relations avec un ou des territoires.

L'évocation de ces identités et de ces relations libère la parole. On dit enfin ce qui

console, ce qui rend fier, ce qui sécurise, ce qui élève ; on n'a plus honte. Discuter avec l'enquêteur de l'éducation des enfants unit les uns et les autres dans une même culture parentale. Montrer ou décrire son savoir-faire professionnel est source de fierté, qu'il s'agisse du maçon conduisant le chercheur sur son chantier, de la revendeuse de fruits décrivant ses rapports de confiance avec les transporteurs agricoles de sa région natale, ou du chiffonnier expliquant comment s'organise le tri des poubelles de la ville sur sa décharge. Rappeler les liens maintenus avec sa famille élargie, avec les amis de son village natal (pour les immigrés urbains), ou ceux tissés avec des camarades de travail ou des voisins, touche profondément l'affectivité de chacun. Ces liens autorisent des solidarités financières, bien sûr ; mais surtout, la participation à divers réseaux sociaux renforce la capacité de chacun à s'identifier autrement que par la pauvreté. À côté des solidarités ordinaires, l'école et la religion jouent un rôle particulier. Certains apprécient la première de ces institutions qui donne les moyens de mieux maîtriser le monde et la seconde qui aide à lui fournir un sens. Tous recherchent l'aura de respectabilité que confèrent l'une et l'autre, pour autant que l'on suive leurs règles et leurs lois (obtention du diplôme scolaire, mariage, baptême). Si bien peu y parviennent, c'est parce que le système scolaire rejette les plus faibles, parce que les couples sont instables, parce que l'on n'imagine pas un baptême sans fête ruineuse ni parrain aisé... Ainsi, les cultures scolaire et religieuse, telles qu'elles sont vécues par les familles étudiées,

11. Dans son ouvrage sur la culture du pauvre, devenu un classique, R. Hoggart (1991 : 31) ne s'intéresse pas particulièrement à la culture des classes démunies (7 % de la population anglaise), celles qui regroupent ceux que j'appelle les pauvres, il analyse essentiellement la culture des classes populaires (64 % de la population) et d'une partie des classes moyennes inférieures (17 % de la population).

jouent un rôle ambigu de valorisation parfois, d'exclusion souvent.

Le chercheur observe donc une moindre vulnérabilité des familles liées entre elles par des valeurs communes. Il perçoit aussi le rôle essentiel joué par l'habitat dans la formation des identités individuelles et collectives. Sept familles sur douze s'estiment propriétaires de leur maison. Aucune n'est certaine de la validité de ses éventuels titres de propriété. Néanmoins, dans la maison, la cour ou le jardin, s'expriment la liberté, la créativité, l'altérité de chacun. Habiter un lieu à soi est une façon d'être en soi. La conquête de ce territoire a pris parfois la forme, bien connue en Amérique latine, de l'invasion d'une grande propriété par des dizaines de familles qui y construisent leurs abris en une nuit : la réussite de ce coup de main est un titre de gloire inoubliable. La remise en cause de cette propriété est toujours un arrachement. Elle peut survenir après une coulée de boue, fréquente dans cette région, qui écrase la cabane construite sur un terrain trop pentu, mal surveillé et où s'accrochent les pauvres. Elle peut être provoquée par la précarité de l'abri familial – fait de pieux serrés et d'une feuille de plastique en guise de toit – offert aux rafales d'un vent d'altitude (3 000 mètres), où les enfants meurent littéralement de froid. Devenir simple locataire de son logement, comme les cinq autres familles, est ressenti comme une nouvelle descente dans le gouffre de la pauvreté. Pourtant, vivre dans un logement loué, prêté ou squatté permet encore de tenir la pauvreté à distance. Même s'il n'est plus question de personnaliser durablement ce lieu, ni d'y projeter son avenir, le mur ou les barbelés délimitent toujours le territoire où est rassemblé la famille. De là, on prend ses marques pour maîtriser le(s) quartier(s) où se tresse le réseau des relations de la famille, ainsi que d'autres lieux, parfois éloignés, où s'est déroulée l'histoire de chacun. Des liens sociaux

et économiques solides s'y maintiennent souvent et le passé y conserve un précieux parfum.

Le rôle joué par le logement dans la formation de la personnalité est tel que sa perte signe rapidement la rupture de la plupart des liens sociaux et accélère la dégradation des individus. Les familles quiténiennes observées n'ont pas connu cette catastrophe pendant que j'étais présente, mais elle hante les esprits. Xavier Emmanuelli (1995 : 228), responsable du SAMU social de Paris, rappelle que « *le territoire est la notion la plus archaïque, donc la plus sensible, la seule à laquelle il ne faut pas toucher. Elle est commune à tous les êtres vivants. Des hommes sans territoire sont des hommes perdus.* » Et l'attachement au territoire où ont vécu ces « hommes perdus » demeure quand ont disparu les valeurs qui les relient à la société. Ainsi, Xavier Lerolle, psychothérapeute, évoque ces jeunes de la banlieue parisienne populaire « *“sans racine”, nés sans repère, ni référence, de structure psychotique... Ils ne peuvent plus quitter “leur cité”, leur lieu de maternage... Ils ne pourront jamais dire “je travaille” parce qu'ils ne peuvent pas dire “je”. Leur violence est le seul langage qu'ils peuvent connaître...”* » (1996 :18).

Pour un « droit de cité »

Les pauvres survivent donc pour autant qu'ils conservent leur santé, leur participation effective à une culture, ainsi que leur abri-territoire – base indispensable à l'invention de savoirs spécifiques. Quant à la société, elle offre au mieux une assistance. Les familles de Quito vivant à la limite du seuil de pauvreté sortiront probablement seules du gouffre. Quelques réussites scolaires font espérer un changement de vie pour de jeunes opiniâtres portés par des familles tendues vers ce but. La société équatorienne fournira aux autres familles une aide alimentaire et médicale variable, au gré de politiques dépourvues d'ampleur et de suivi. La

pauvreté, cet espace sans culture propre, demeure. Seules, la promulgation de lois nationales concrétisant la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948 et leur application permettent de donner « droit de cité » aux pauvres, là où ils vivent, de combler le gouffre de la pauvreté. De telles politiques veulent encadrer le libéralisme mondial qui ouvre les pays du tiers monde à l'économie de marché, enrichit globalement la planète et génère des inégalités économiques d'une ampleur encore jamais vue dans chaque pays. Forces économiques libérales et minorités agissantes, solidaires des pauvres s'opposent sur l'essentiel : le droit à la dignité. Ce combat ne semble pas avoir de fin.

Bibliographie

- Delbo (C.), 1966. *Le convoi du 24 janvier*. Coll. Grands documents, Éditions de minuit, Paris, 303 p.
- Delbo (C.), 1970-1971. *Auschwitz et après*. T. I : *Aucun de nous ne reviendra* ; t. II : *Une connaissance inutile* ; t. III : *Mesure de nos jours*. Coll. Documents, Éditions de minuit, Paris, 182 + 190 + 214 p.
- Emmanuelli (X.), 1995. *Dernier avis avant la fin du monde*. Albin Michel, Paris, 244 p.
- Glorion (C.), 1997. *Geneviève de Gaulle-Anthonioz*. Plon, Paris, 224 p.
- Hoggart (R.), 1991. *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Éditions de Minuit, Paris, 420 p.
- Labbens (J.), 1978. *Sociologie de la pauvreté. Le tiers-monde et le quart-monde*. Idées, Gallimard, Paris, 312 p.
- Laspina (I.), Vallejo (R.), 1995. *Quito, ciudad y pobreza*. Colección Quito metropolitano, Municipio del distrito metropolitano de Quito. Dirección general de la planificación, Quito : 112 p.
- Lerolle (X.), 1996. « Banlieues difficiles : vivre "avec" et non vivre "pour" ». *La Croix*, 14 mars : 18.
- Lewis (O.), 1963. *Les enfants de Sanchez*. Gallimard, Paris, 638 p.
- PNUD, 1992. *Rapport mondial sur le développement humain*. Economica, Paris, 262 p.
- Simmel (G.), 1971. *On Individuality and Social Forms. Selected Writings*. The University of Chicago Press, Chicago et Londres, 395 p.

